

08.02.2009 - 14:51 Uhr

Oui la libre circulation des personnes grâce aux mesures d'accompagnement: Mais les questions que les gens se posent doivent être prises au sérieux

Bern (ots) -

- Indication: Des informations complémentaires peuvent être téléchargées en format pdf sous:
<http://presseportal.ch/fr/pm/100003695> -

Les Suissesses et les Suisses ont à nouveau dit oui à la libre circulation des personnes. Ce faisant, ils ont envoyé paître l'UDC, l'ASIN et les Démocrates Suisses et leur propagande. Ce oui est aussi à mettre au crédit de l'Union syndicale suisse (USS) qui est parvenue, en dépit des oppositions qui se sont manifestées, à lier la libre circulation des personnes à la mise en place de mesures d'accompagnement destinées à protéger les salaires et les conditions de travail du pays.

Les chiffres sortis des urnes montrent toutefois aussi que les gens sont inquiets pour leurs emplois. Au vu de la crise économique actuelle, la plus grave depuis la Deuxième Guerre mondiale, ces craintes sont justifiées, même si elles ont été attisées par les arguments xénophobes des adversaires de la libre circulation.

La nécessité de cette dernière ayant donc été confirmée une nouvelle fois par le peuple, il importe maintenant que le Conseil fédéral et les patrons tiennent leur promesse d'appliquer de manière plus stricte les mesures d'accompagnement. En font aussi partie le renoncement au démantèlement prévu de la protection des salaires dans le droit des marchés publics et l'introduction d'une convention collective de travail dans la branche de la poste.

Maintenant, il faut s'attaquer activement contre la crise. À cet égard, l'USS a fait des propositions - offensive de formation continue, programme public d'investissements d'au moins 5 milliards de francs, renforcement du pouvoir d'achat des bas et moyens revenus et lutte contre la cherté du franc - qui doivent être rapidement réalisées. Les acteurs politiques feraient preuve de négligence s'ils se donnaient l'illusion qu'après l'issue positive de ce scrutin, les problèmes économiques vont désormais se résoudre d'eux-mêmes.

Contact:

Paul Rechsteiner, président de l'USS et conseiller national (079 277 61 31), Daniel Lampart, économiste en chef de l'USS (079 205 69 11), Jean Christophe Schwaab, secrétaire central de l'USS (078 690 35 09), Alain Carrupt, vice-président de l'USS et président du Syndicat de la Communication (079 451 62 55), et Jean-Claude Rennwald, vice-président de l'USS et conseiller national (079 318 56 12), se tiennent à votre disposition pour tout complément d'information.